

Pax Sudafricana, Pax Quanta. La Politique Etrangère De Mandela Comme Précurseur De La Diplomatie Quantique : Entre Réinsertion Dans L'ordre Multipolaire Et Lutte Contre Le Nouvel Ordre Mondial Par L'adoubement D'un Communisme Du Marche

Thibaut Dubarry*

Université de Rouen - France

date de soumission: 02-09-2025

date d'acceptation: 21-01-2026

date de publication: 01-03-2026

Résumé :

La politique étrangère sud-africaine mérite, en ces temps de chute du nouvel ordre mondial, d'être réexaminée comme toute la diplomatie du continent, à la lumière d'un révisionnisme quantique, id. est, relisant et réinterprétant les jeux de force qui s'entrechoquaient entre l'État profond et le gouvernement légitime au pouvoir. Nous sommes en mesure, en effet, de révéler que Mandela, à l'instar d'un grand nombre de dirigeants africains, appartenait à la fois à l'ordre de Malte et trois Ur loges (Hiram Rhodes Revels, Arjuna-Phoenix, Thomas Paine) à savoir les superstructures idéologiques sur lesquelles s'adossaient les États profonds. Est-ce à dire que le père de la nation arc en ciel fut un traître comme l'affirment crescendo ses détracteurs ? Non assurément, nous arguerons qu'il fut, au contre, un machiavélien stratège usant de la force symbolisée par le lion et la ruse incarnée par le renard pour filer la métaphore du Prince œuvrant de manière révolutionnaire pour une diplomatie quantique, à savoir une politique étrangère intriquant vérité de l'idéalisme et pragmatisme de la réconciliation, annonçant l'émergence non pas tant d'un smart power que ce que nous désignerons comme un quantum power. Depuis 1994, la politique étrangère sud-africaine est considérée par les spécialistes comme composée de trois cercles concentriques interdépendants, à savoir le niveau régional, continental et mondial. On dévoilera un quatrième cercle en l'espèce de l'ethno national puisqu'on montrera que Madiba a ingénument décidé de sa politique étrangère en intégrant les rapports de force agençant la tour de Babel sud-africaine.

Mots-Clés : *Mandela ; quantum power ; diplomatie quantique ; révisionnisme quantique ; Nouvel Ordre Mondial.*

* Auteur Correspondant.

Pax Sudafricana, Pax Quanta: Mandela's Foreign Policy as a Forerunner of Quantum Diplomacy : Between Reintegration into the Multipolar Order and Resistance to the New World Order through the Endorsement of Market Communism

Abstract:

South African foreign policy deserves, in these times of the fall of the new world order, to be re-examined, as does all the continent's diplomacy, in the light of a quantum revisionism, id.est, of the power games that clashed between the deep state and the legitimate government in power. We are able, in fact, to reveal that Mandela, like a large number of African leaders, belonged to both the Order of Malta and three Ur lodges (Hiram Rhodes Revels, Arjuna-Phoenix, Thomas Paine), namely the ideological superstructures on which the deep state is based. Does this mean that the father of the rainbow nation was a traitor, as his detractors crescendo? No, we would argue that he was, on the contrary, a Machiavellian strategist, using force symbolized by the lion and cunning embodied by the fox, in order to use the metaphor of the Prince working in a revolutionary way for a quantum diplomacy, i.e., a foreign policy combining the truth of idealism and the pragmatism of reconciliation, announcing the emergence not so much of a smart power as of what we would call a quantum power. Since 1994, South African foreign policy has been considered by scholars to be composed of three interdependent concentric circles, namely the regional, continental and global levels. A fourth circle will be unveiled in the form of the ethno-national, as it will be shown that Madiba ingenuously decided his foreign policy by integrating the power relations shaping the South African Tower of Babel.

Keywords: *Mandela; quantum power; quantum diplomacy; quantum revisionism; New World Order.*

Introduction :

La déclaration de Mandela, à la veille des élections de 1994, selon laquelle "les droits de l'homme seront la lumière qui guidera notre politique étrangère", a donné le ton de la forme et de la conduite de la diplomatie sud-africaine au lendemain de l'apartheid. En 1994, les attentes étaient grandes de voir la société civile revendiquer le rôle qu'elle avait nécessairement à jouer dans l'élaboration de la politique étrangère sud-africaine, notamment la promotion des droits de l'homme

et des valeurs ainsi que des normes démocratiques. En vertu de son inclyte symbole Mandela disposait d'une alme et noble stature internationale qui lui assurait une suréminence sur les décisions importantes en matière de politique étrangère, au risque d'escamoter l'*auctoritas* et la *potestas* du ministère des Affaires étrangères, du cabinet et du parlement (Alden et Le Pere, 2003). La société civile sud-africaine se caractérise par une grande richesse ethno raciale se distribuant dans une série d'acteurs non étatiques. Ces derniers, à l'instar des syndicats, des organisations civiques, des groupes de défense des droits de l'homme et des groupes de réflexion universitaires cherchent à influencer, selon des *modus operandi* qui leur sont propres, la politique étrangère. Mandela n'était toutefois pas omniprésent, se limitant, selon certains auteurs, « au commerce du quotidien » et sa tendance pour des interventions que d'aucuns jugèrent « arbitraires » à l'instar de Barber (2004 : 87). S'il subordonna Mbeki en la matière, affirmant que « le chef d'orchestre de fait est Mbeki. Je lui transmets tout » (Barber, 2005), nous tenterons dans cet article de démontrer que Mandela fut un éminent géostratège ayant lu et étudié minutieusement Clausewitz, Sun Tzu ainsi que des généraux afrikaners pendant sa période révolutionnaire en tant que chef des MK (l'aile armée de l'ANC combattant contre l'apartheid), puis lors de ses dix-huit années de prison à Robben Island.

La majorité, sans doute, des travaux scientifiques consacrés à la politique étrangère sud-africaine sujet sont désormais dépassés (Alden et Le Pere, 2003 ; Adebajo et Landsberg, 2007 ; Barber, 2004 ; Sidiropoulos, 2004). Les ouvrages les plus récents sur la politique étrangère de l'Afrique du Sud qu'on a retenu sont ceux de Landsberg et Wyk (2012) et de Lesley Masters et Wyk (2015). Il s'agit de travaux salutaires, en ce que ces deux ouvrages examinent amplement des sujets aussi vastes que la diplomatie publique et l'image de marque, la science et la technologie, l'identité de la gouvernance mondiale, le comportement de vote aux Nations unies (ONU) et scrutent le rôle de l'Afrique du Sud dans certaines régions, à commencer par l'Afrique australe, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Amérique latine, l'Asie et l'Occident. Ils ne sont donc pas aussi complets que l'essai d'Adebajo et Virk (2017). Nous regrettons que leurs auteurs ainsi que tous leurs éditeurs soient sud-africains, ce qui prive les livres des perspectives critiques non sud-africaines. Deux ouvrages récents sur la politique étrangère de l'Afrique du Sud complètent partiellement cette vue d'ensemble. Siko (2014) ancien analyste du gouvernement des États-Unis, a exploré les processus d'élaboration de la politique étrangère à travers la bureaucratie

gouvernementale, les partis politiques, les médias, le monde universitaire et l'opinion publique, tandis que Matthew Graham (2016) - comme son sous-titre le suggère *Diplomacy, Leadership and the Role of the African National Congress*- se concentre plus étroitement sur le rôle de leadership du Congrès national africain (ANC) au pouvoir. Deon Geldenhuys remarqua, dans un ouvrage sur la politique isolationniste de l'apartheid paru en 1984 qu'il y a beaucoup de bonnes études, sur la politique étrangère passée mais peu de travaux se sont consacrés à l'actuelle. Force est d'admettre un vide béant sur les coulisses de la guerre secrète entre le nouvel ordre mondial, règne des jeux de force des États profonds, et des adversaires de la cabale parmi lesquels figure Madiba dont Magaldi (2019) fait la révélation surprenante qu'il appartenait à des Ur loges. Nous étayerons que le père de la nation arc en ciel a contribué à créer un *quantum power* qu'on définira progressivement au cours de ce texte comme une stratégie consistant à allier *smart power* et *hard power* d'une part, subsumer idéalisme et pragmatisme en un méta réalisme transcendantal d'autre part via une politique intriquant vérité et réconciliation. Ce dans une perspective de stabilité à long terme de l'ordre international qu'il voulut triplement multipolaire, démocratique et post marxiste. En effet défendit il en filigrane ce qu'on désignera comme un communisme du marché, fruit de la dialectique hégélienne entre les deux religions civiles s'affrontant au XXe siècle, la démocratie néolibérale et le soviétisme marxiste que Mandela dépassa habilement durant sa vie politique tant au niveau intérieur en matière économique qu'extérieur avec sa diplomatie quantique que nous allons maintenant retracer.

1. Mandela, un précurseur de la diplomatie quantique

Nous soutiendrons dans ce texte que Madiba, de manière révolutionnaire, a, avant l'ère quantique, annoncé la fin du nouvel ordre mondial tout en le précipitant par son adoubement au multilatéralisme, sachant de la sorte faire émerger une diplomatie quantique sous tendue par un communisme du marché. Tentons brièvement d'en cerner les traits saillants et d'en définir le contenu.

Plutôt que de s'abîmer dans une exégèse exhaustive de tous les concepts qui ont révolutionné la physique, nous avons choisi ceux qui ont été particulièrement significatifs dans la révolution quantique et qui occupent une place centrale dans les relations internationales quantiques :

l'enchevêtrement, la superposition, l'incertitude et le problème de la mesure, comme l'effondrement de la fonction d'onde.

Définissons d'abord brièvement ce à quoi réfère la mécanique quantique ; elle est fille d'une série de percées conceptuelles d'Albert Einstein, Niels Bohr, Max Born, Werner Heisenberg, Wolfgang Pauli, Louis de Broglie, Paul Dirac, Erwin Schrödinger et d'une myriade d'autres physiciens qui ont imaginé, posé, modélisé, débattu et, eussent-ils été en désaccord sur certains points, ont finalement prouvé, à la fois mathématiquement et expérimentalement, une série de postulats. Premièrement que les quanta sous forme d'atomes, de photons et d'électrons existent à la fois comme des ondes et des particules jusqu'au point d'effondrement ou d'observation. Deuxièmement que leur position et leur vitesse ne pouvaient pas être mesurées simultanément. Troisièmement qu'elles pouvaient se corrélérer de manière non locale sur de vastes distances.

Quatrièmement qu'elles pouvaient traverser des barrières apparemment imperméables. Cinquièmement enfin, que, contre toute logique élémentaire, le chat de Schrödinger pouvait potentiellement, simultanément et de manière absurde être à la fois vivant et mort - jusqu'à ce que nous ouvrons la boîte. Le yin-yang d'inspiration taoïste de Bohr, un objet unique partageant les attributs opposés d'onde et de particule, a ouvert les portes de la perception à son principe holistique de complémentarité. Elle a remis en question les conceptions classiques de l'espace et du temps au niveau macro physique. Et elle a remis en question les hypothèses philosophiques sur la causalité, le déterminisme, la prédiction et le fait qu'il existait une réalité indépendante de l'observateur au niveau cosmologique. L'une des découvertes majeures et les plus déroutantes de la physique quantique est qu'au niveau subatomique, du moins, cette hypothèse ne tient pas. En effet, les parties élémentaires de la réalité, fussent-elles *a priori* sécables, ne sont pas entièrement séparables mais enchevêtrées (deux particules restant corrélées sur de grandes distances). Dussent certains philosophes avoir divergé dans leurs interprétations métaphysiques, force est d'admettre une conclusion unanime quant aux faits physiques de base. A savoir que le comportement et les propriétés des particules enchevêtrées présentent des corrélations ("causalité non locale") qui n'ont aucune explication causale et sont inexplicables en termes classiques. En définitive, il est désormais problématique de parler de "parties" élémentaires, puisque les atomes minuscules, les eussions nous imaginés comme durs et séparables

à l'aune de l'univers classique, en réalité, de ce point de vue révolutionnaire, se dissolvent, au niveau subatomique, en de fantomatiques "fonctions d'onde" qui, conformément au principe d'incertitude, ne représentent que la probabilité de trouver des particules classiques à un endroit donné si l'on y regarde (et si l'on ne regarde pas, il n'y a aucune certitude que des particules s'y trouvent). En bref, l'intrication rend la théorie quantique fondamentalement holistique : les propriétés, voire l'existence, des parties dépendent du tout, et non l'inverse comme dans la vision classique newtonienne du monde.

C'est précisément parce qu'il contredisait à la fois la physique classique et notre expérience quotidienne des objets matériels que l'holisme de l'intrication provoqua un scandale parmi les premiers physiciens quantiques ; Einstein, coryphée de la vague dite du réalisme scientifique, s'insurgera ainsi contre les formulations de la seconde vague de l'école dite de Copenhague ou instrumentaliste de la mécanique quantique. Quel que fût le génie visionnaire d'Einstein, pratiquement tous les physiciens d'aujourd'hui non seulement s'accordent sur la superposition, l'intrication et la causalité non locale, mais les exploitent également pour construire des ordinateurs quantiques qui fonctionnent sur les orientations spin-up/pin-down de qubits intriqués. Pourtant, beaucoup de politologues continuent à affirmer que, bien qu'universelle dans un sens large, la théorie quantique n'a pas d'effets significatifs au niveau macro physique et qu'en tant que telle, elle ne peut être transposée aux relations internationales. Point de vue que nous jugeons fallacieux

L'individualisme constitue pourtant, soulignons-le d'entrée de jeu, l'ontologie par défaut dans la plupart des sciences sociales. Quant au holisme, il fait figure de paradigme dominant dans la philosophie du langage (et dans les branches des sciences sociales qui lui sont redevables). Néanmoins, auparavant les holistes sociaux ou linguistiques n'ont jamais ressenti le besoin d'avoir recours à des fondements quantiques. Ils estimaient, en effet, qu'il suffisait de montrer que la signification linguistique est irréductiblement relationnelle. Mais comme tout le reste, le langage est également, de surcroît, et consubstantiellement, physique. Par conséquent, il est soit classique, soit quantique. Toutefois relevons que s'il est classique et, en tant que tel, piégé dans les cerveaux, comment pourrait-il être holistique ? Mettons donc en évidence ici une tension, voire une contradiction symptomatique.

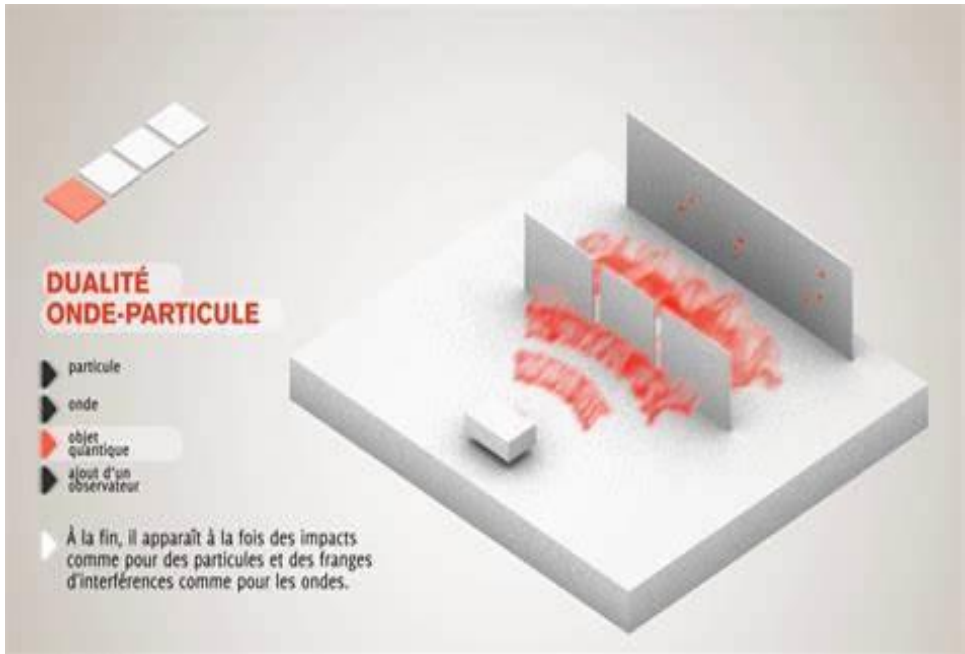
L'une des clés de la résolution de ce problème *a priori* et jadis insoluble pourrait dépendre du problème corps-esprit. Si l'ontologie de la conscience' avère également être quantique plutôt que classique, alors pourrait-elle ne pas être piégée dans les cerveaux, mais s'apparenter à la manifestation de notre intrication avec le monde et avec autrui. Cela fournirait une base complètement différente pour la théorisation sociale, à la fois positive et normative, par rapport aux orthodoxies d'aujourd'hui, une base dans laquelle il existe un sens réel (bien que limité) dans lequel, littéralement - c'est-à-dire physiquement – pour user d'une figure rimbaldienne « je est un autre ».

Depuis une vision classique du monde, tous les objets et leurs propriétés sont invariablement dans des états bien définis et non contradictoires. Bien entendu, les objets sont également toujours en évolution, ils s'érodent, se décomposent, croissent, etc. et changent donc constamment, dût ce être lentement. Cependant, la logique classique nous dit qu'à tout moment, pour prendre un exemple trivial frappant, si l'on arrête la symphonie qui meut tous les acteurs jouant aux chaises musicales alors tout se trouve soit dans l'état A, soit dans l'état non-A. Il n'existe pas d'état "intermédiaire", ni d'état global qui pourrait englober les deux possibilités. Notez que cela ne dit rien sur notre capacité à connaître pleinement les objets et leurs propriétés, d'autant plus que la complexité augmente rapidement au fur et à mesure que l'on s'enfonce en eux ; le point ici est ontologique, dans la mesure les objets peuvent être, de manière non épistémologique. Et étant donné le matérialisme de la vision classique du monde, cela devrait être valable aussi bien pour les objets mentaux et leurs propriétés que pour les objets matériels, puisque, selon les matérialistes, l'esprit n'est rien d'autre que le cerveau. Alors qu'une expérience subjective telle que l'"ambivalence" peut donner l'impression que nous sommes simultanément dans l'état A et dans l'état non-A, en réalité, chacun des milliards d'états du cerveau qui causent et/ou constituent ce sentiment est dans un état ou dans l'autre. Après tout, en tant qu'objets matériels, comment pourraient-ils ne pas l'être ?

La théorie quantique apporte une réponse salutaire grâce aux concepts de superposition et de fonction d'onde. L'une des découvertes les plus fondamentales de la physique quantique est qu'au niveau subatomique, les objets familiers et bien définis de la physique classique se transforment en fonctions d'onde qui, comme nous l'avons vu, décrivent uniquement la probabilité de trouver des objets classiques (particules) lorsque nous les cherchons, et non les objets eux-mêmes. En

outre, et de manière cruciale, contrairement à l'arrière d'une maison, dont nous n'avons aucune raison de douter de la présence lorsque nous ne la regardons pas, nous n'avons aucune justification pour une telle affirmation dans le monde quantique. Une fonction d'onde ne décrit que des potentialités, et non des réalités - une "superposition" de différentes "positions" réelles. Bien que, d'un point de vue classique, cela puisse la rendre moins que parfaitement réelle, la fonction d'onde est clairement réelle dans un certain sens, et elle a la vertu de pouvoir englober dans une description unitaire non seulement des possibilités qui ne se réalisent jamais, mais même des possibilités mutuellement exclusives, à la fois A et non-A. Si la réalité se compose en fin de compte de superpositions, une question essentielle est de savoir comment elle passe de plusieurs mondes possibles au seul monde réel que nous observons dans le laboratoire de physique - des fonctions d'onde fantômes aux particules matérielles bien définies qui frappent un écran. Connue le plus souvent (sinon précisément) sous le nom d'"effondrement" de la fonction d'onde, le comment et le pourquoi de ce processus est l'un des mystères les plus profonds du débat sur l'interprétation de la théorie quantique. Parmi ce que nous savons et sur lequel nous sommes généralement d'accord, trois points connexes ressortent cependant dans le contexte actuel.

Premièrement, les fonctions d'onde s'effondrent, conformément au principe d'incertitude, dès que nous essayons de les mesurer. Cela pourrait suggérer que le monde n'existerait pas sans nous, les humains ; toutefois la majorité des interprètes résistent à une telle prétention et tirent la conclusion inverse, à savoir que la mesure est un processus hautement général, qui est en quelque sorte omniprésent dans la nature. Deuxièmement, ce n'est pas seulement que les fonctions d'onde s'effondrent lorsqu'elles sont mesurées, mais le lieu où les particules s'actualisent sur l'écran dans l'expérience de la double fente, ce qui dépend des détails de la mesure.



Cela a conduit certains interprètes à affirmer qu'en physique quantique, la mesure est "créatrice" ou, d'une certaine manière, "provoque" l'effondrement dans une certaine direction. Toutefois précisons que cette thèse est contredite par d'autres physiciens. Ce à quoi on peut néanmoins conclure est que dans un cadre expérimental il y a un enchevêtrement entre l'observateur et l'observé, et le résultat final est "déclenché" par leur relation qui se déroule. Enfin, l'effondrement de la fonction d'onde n'est pas déterministe, il n'a pas de cause externe (ou interne) apparente ; compte tenu des probabilités, l'endroit où une particule atterrira effectivement est une question de hasard. Bien que conforme à nos intuitions sur le libre arbitre, ce "saut" quantique est problématique pour les physiciens, car il les oblige à assembler deux formalismes mathématiques sans rapport entre eux pour décrire l'ensemble du processus. L'un d'eux, l'équation de Schrödinger, modélise l'évolution (déterministe) d'une fonction d'onde en l'absence de mesure, et l'autre, la "projection" de von Neumann, décrit l'évolution de la fonction d'onde.

En quoi ce développement scientifique nous est-il fécond en matière de géopolitique appliquée à Mandela, que nous avons défini dans notre biographie (à paraître), pour cette raison, comme un christ

quantique en ce qu'il intrique souci de vérité et impératif de réconciliation ? Pour trois raisons principales. D'abord car l'idéalisme de sa politique étrangère s'enchevêtre inextricablement avec sa *realpolitik* qui visait, on le verra, à assurer la coexistence pacifique et la bonne entente de quatre sphères de pouvoir représentant les échelons infranational (et en premier chef ethno racial dans les townships qui constituent un caravansérail du continent), régional, national et international. Ensuite la mobilisation d'une terminologie scientifique quantique permet de dépasser l'antagonisme entre rupture et continuité de la politique étrangère puisqu'elle met en évidence un conatus démocratique où l'essence, dans une lecture spinoziste des Relations Internationales est l'actualisation d'une puissance. Par ailleurs la référence à ces travaux permet de subsumer le clivage entre hégémonie et partenariat en ce qu'elle met en lumière l'importance du glocal (intrication de l'échelle globale et du niveau local). En outre la *Weltanschauung* qu'ouvre cette vision holiste interdépendant permet de dégager un ordre multipolaire complexe où s'enchevêtrent indissociablement les intérêts à court, moyen et long terme ce à la confluence des cercles concentriques de pouvoir. Dernier et non des moindres atouts de cette perspective quantique nous pouvons ainsi mettre en lumière l'interaction entre l'observateur et l'observé qui réciproquement influent l'un l'autre. Or Mandela a contribué à pointer des égarements dans l'ordre prétendument multipolaire du monde post guerre froide qui était sous le joug des talmudosionnistes, illuminatis et autres sociétés secrètes dirigeant le Nouvel Ordre Mondial.

2. Une rupture de la politique étrangère sud-africaine, non néanmoins dénuée d'une continuité avec l'apartheid

L'idée directrice qui sous-tend une grande partie de la politique étrangère sud-africaine est celle de la Renaissance africaine, présentée pour la première fois par l'ancien président sud-africain Nelson Mandela lors de la réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Tunis en 1994. En décrivant le rôle futur de l'Afrique du Sud nouvellement démocratique sur le continent africain, Mandela a souligné :

« Si l'Afrique du Sud réapparaît, c'est parce que nous voulons discuter de sa contribution à la nouvelle renaissance de l'Afrique [...]. Nous savons qu'en tant qu'Africains, nous avons la capacité de changer tout cela. Nous

devons, dans l'action, exercer notre volonté de le faire. Nous devons affirmer dans l'action qu'aucun obstacle n'est assez grand pour nous empêcher de réaliser une nouvelle renaissance africaine¹. »

L'idée d'une politique étrangère éthique découle des commentaires formulés par le président Nelson Mandela en 1993. Il a exposé les principes fondamentaux de la politique étrangère de l'Afrique du Sud post-apartheid dans un article fondamental publié dans *Foreign Affairs*. Son point de vue peut être résumé par l'affirmation singulière que les droits de l'homme seraient la lumière qui guiderait les relations étrangères du pays. Selon Alden et le Père (2003:12), « en incorporant les expériences de la lutte anti-apartheid dans la conduite de la politique étrangère, le leader de l'ANC a cherché à imprégner la pratique des affaires internationales d'une orientation vers la promotion des libertés civiles et de la démocratisation ».

Sa déclaration a permis de conclure que, sous son règne, la politique étrangère de l'Afrique du Sud serait principalement idéaliste. Ce point de vue se retrouve dans un certain nombre de journaux. Par exemple, dans un article intitulé "*Taking the moral high ground*", Alan Sharpe déclare que les objectifs de la politique étrangère sud-africaine sont d'influencer la politique mondiale en contribuant à rendre le monde plus sûr, plus pacifique, plus démocratique, plus humain, plus équitable et plus humain. Sous la présidence de Mandela, les droits de l'homme sont devenus la pierre angulaire de la politique étrangère de l'Afrique du Sud.

Sharpe affirme que la raison pour laquelle l'Afrique du Sud a poursuivi ces droits au niveau international, même si le pays savait qu'il n'en tirerait aucun avantage en termes d'intérêts nationaux, est que les droits non défendus sont des droits facilement perdus, et que les droits perdus peuvent conduire à l'instabilité et à la violence. L'Afrique du Sud, dont la liberté a été obtenue en grande partie grâce à la pression morale exercée sur le système d'apartheid, s'est sentie moralement obligée de contribuer à garantir l'adhésion universelle aux droits de l'homme fondamentaux, de contribuer à garantir que les gens ne soient pas menacés par un régime arbitraire et oppressif.

¹ - Déclaration du Président de la République d'Afrique du Sud, Nelson Mandela, à la réunion des chefs de gouvernement de l'OUA, Tunis, 13-15 juin 1994.

Dans un autre article intitulé "un Président pragmatique", Sharpe remet en question l'annonce faite par le président Nelson Mandela lors de sa tournée en Asie du Sud-Est en 1997, selon laquelle la politique étrangère de l'Afrique du Sud ne serait pas influencée par les différences qui existent entre les politiques internes d'un pays donné et lui-même. Le président Nelson Mandela a déclaré publiquement que les pays ayant un bilan de violations des droits de l'homme avaient été acceptés par les Nations unies, le Commonwealth et le Mouvement des non-alignés. "Pourquoi nous permettrions-nous de nous écarter de ce que font les organisations internationales" ? a-t-il demandé. Selon l'auteur, cette vision réaliste du monde, où le commerce et les investissements priment, a surpris de la part d'un homme dont la politique étrangère avait toujours été guidée par des principes idéalistes. En adoptant des principes de politique étrangère pragmatiques qui, comme le commente l'auteur, sont davantage préoccupés par la prospérité, le président Mandela tournait en fait le dos à des principes tels que les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit qui, comme nous le savons, sont très importants pour les adeptes de l'idéalisme.

Mandela a souligné que l'Afrique du Sud devenait un acteur mondial responsable en se basant sur¹

1. la centralité des droits de l'homme dans les relations internationales
2. la promotion de la démocratie dans le monde entier
3. primauté de la justice et respect du droit international ;
4. la résolution pacifique des conflits
5. la priorité accordée aux intérêts et aux préoccupations de l'Afrique dans les choix politiques ; et
6. la promotion de la coopération économique dans un monde interdépendant.

En mars 1994, un document préparatoire fut alors publié par le Département des affaires internationales de l'ANC, articulant cette orientation politique selon les principes qui en découlaient. Remarquable par sa hauteur de vue, son lyrisme et les idéaux qu'il proposa, ce document présentait les sept principes fondamentaux qui devaient régir dorénavant la nouvelle politique étrangère sud-africaine, à savoir :— La

¹- Department of Foreign Affairs, Strategic Plan, 2003–2005, March 2004, p. 14. This document can be viewed at www.dfa.gov.za, last accessed 25 Jan. 2005.

défense des droits de l'homme qui, au-delà du politique, s'étend au domaine socio-économique et environnemental.— La promotion de la démocratie à l'échelle mondiale, indispensable à la recherche de solutions durables aux problèmes de l'humanité.— La justice et la loi internationale, principes directeurs des relations entre nations.— La paix internationale, objectif général de l'ensemble des nations.— Une politique étrangère sud-africaine ouverte aux intérêts du continent africain. — Un développement économique sud-africain lié à une meilleure coopération économique au plan régional et international.— Des relations internationales reflétant le profond engagement de l'Afrique du Sud en faveur de la consolidation de sa propre démocratie.

S'inspirant de Kegley et Wittkopf, le modèle qui suit permet de distinguer un certain nombre d'étapes dans la prise de décision politique :

1. Reconnaissance et définition du problème. Il s'agit de l'étape au cours de laquelle le décideur rationnel en matière de politique étrangère perçoit un problème donné nécessitant une action. L'exigence sous-jacente ici est que le décideur voit le problème tel qu'il est, et non tel qu'il le perçoit. Ici la suréminence des caudataires du Nouvel Ordre Mondial.
2. La sélection des objectifs. Les décideurs rationnels doivent ensuite identifier et définir la meilleure façon de résoudre le problème. Cela nécessite de classer ou de hiérarchiser les objectifs et les priorités. Certains objectifs peuvent toutefois être incompatibles avec d'autres et il faut donc faire des choix.
3. Identification des alternatives. Pour cela, le décideur rationnel doit disposer d'une liste exhaustive d'options politiques, ainsi que des opportunités et des coûts associés à chacune d'elles.
4. Le choix. Enfin, les décideurs rationnels doivent se livrer à une analyse coûts-avantages dans le cadre de contraintes et d'opportunités données et être capables de prévoir les résultats et les implications probables de leurs choix politiques.

Comme le notent Kegley et Wittkopf (2008), cependant, la prise de décision rationnelle est davantage une norme idéalisée par rapport à laquelle les décisions politiques sont prises, plutôt qu'un descripteur précis du comportement dans le monde réel. En réalité, l'élaboration de la politique étrangère se déroule dans des circonstances loin d'être idéales. Les renseignements sont toujours limités et, dans une certaine mesure, imparfaits, les acteurs ne sont pas neutres mais chargés de valeurs, et les

décisions sont toujours prises dans un contexte donné et limité. Même les nations les plus puissantes opèrent dans un contexte limitatif et doivent généralement rechercher un consensus et un soutien dans leurs décisions de politique étrangère. C'est encore plus vrai pour une puissance moyenne, comme l'Afrique du Sud, dont la capacité et la liberté de prendre des décisions purement intéressées sans tenir compte de ses voisins, de la région, du continent africain et même de ses principaux partenaires commerciaux sont sévèrement limitées.

Le pays n'est pas simplement passé du statut de "paria à celui de participant", comme l'a écrit Greg Mills (2014), mais du statut de paria à celui d'exemple moral. Cette transformation était si rapide et profonde qu'elle était virtuellement sans équivalent dans la politique internationale. La communauté internationale souhaitait également ardemment que l'Afrique soit un exemple de réussite, étant donné le sombre paysage post-indépendance du continent, fait de déclin économique, de conflits, de coups d'État militaires et, plus récemment, d'États défaillants. Toutefois, comme l'a fait remarquer J.E. Spence (2004), la politique étrangère d'un État n'est jamais une *tabula rasa*.

Même la nouvelle Afrique du Sud a dû faire face aux diverses façons dont l'héritage de l'apartheid a façonné et conditionné les attitudes à l'égard du pays, notamment parmi les autres États africains. Ainsi, la politique africaine de Pretoria après 1994 s'est développée dans la longue ombre projetée par le militarisme et la domination maligne du régime de l'apartheid. Cherchant à rompre définitivement avec cette histoire de déstabilisation et d'agression transfrontalière - dans laquelle l'Afrique du Sud est devenue ce qu'Adekeye Adebajo (2014) appelle un "tsotsi régional" - le gouvernement Mandela a engendré une culture de prudence et de retenue en désavouant toute aspiration hégémonique et en exprimant sa réticence à projeter la force militaire.

Pour autant, la capacité économique et militaire considérable de l'Afrique du Sud, combinée à son nouveau statut mondial, a suscité des attentes quant à son potentiel de leadership. Une grande partie de la communauté internationale, en particulier les États occidentaux, considérait que l'Afrique du Sud était bien équipée pour jouer un rôle dynamique en Afrique en favorisant la résolution des conflits et le développement économique, et en agissant comme porte-drapeau de la démocratie et des droits de l'homme. Pourtant, la perception de l'Afrique

du Sud comme la "nation indispensable" du continent n'était pas partagée par tous les États africains, dont certains restaient méfiants à l'égard de sa puissance et de ses capacités. De nombreux pays de la région n'appréciaient pas non plus la présomption d'un État nouvellement reconstitué - surtout s'il était dirigé par un mouvement qui avait bénéficié d'une aide africaine considérable tout au long de sa lutte de libération - de croire qu'il avait le droit de faire la leçon aux anciens dirigeants du continent sur leur comportement politique. Depuis 1994, la réhabilitation de l'Afrique du Sud sur le continent s'est avérée complexe et houleuse pour les gouvernements successifs de Pretoria. En conséquence de quoi, le pays a adopté des positions fluctuantes, tant au sein des administrations qu'entre elles, pour tenter de diriger la région sans la dominer.

3. L'intrication de l'hégémonie avec le partenariat avec l'Afrique et le monde post guerre froide en vue d'une homéostasie globale

Selon Robert Cox (1992) la fonction essentielle de la plupart des institutions internationales est la justification et défense d'un projet politico-économique d'hégémonie, en somme l'institutionnalisation et la régulation de l'ordre établi. Comment un ordre particulier devient établi et est maintenu est central dans la notion gramscienne d'hégémonie.

« Par hégémonie Gramsci semble signifier une situation socio politique. Dans sa terminologie un « moment dans lequel la philosophie et la pratique d'une société fusent ou sont en équilibre ; un ordre dans lequel une certaine manière de vivre et de penser est dominant, dans lequel un concept de réalité est diffusé à travers la société dans toutes ses manifestations institutionnelles et privées, informant avec son esprit tous les goûts, moralités, coutumes, principes religieux et politiques, toutes les relations sociales, particulièrement dans leurs connotations morales et intellectuelles. Un élément de direction et de contrôle, pas nécessairement de coercition est sous-jacent » (Cox, 1987).

Un truisme souvent répété en politique étrangère est que les pays ne peuvent être forts à l'étranger que s'ils sont forts chez eux. L'Afrique du Sud post-apartheid - le neuvième plus grand pays d'Afrique en termes géographiques - reste l'une des sociétés les plus inégalitaires du monde. Dans un discours percutant prononcé devant le parlement sud-africain en

mai 1998, le vice-président Thabo Mbeki avait parlé de son pays comme de "deux nations" : la population blanche représente aujourd'hui 10 % d'une population de 55 millions d'habitants dont le niveau de vie est celui de l'Espagne, tandis qu'une majorité noire de 80 % a le niveau de vie du Congo-Brazzaville. Le chômage est resté obstinément bloqué à un taux estimé à 40 pour cent (officiellement autour de 27 pour cent). Les entreprises sud-africaines dominées par les Blancs sont omniprésentes sur le continent, créant parfois du ressentiment sur les marchés locaux. La déstabilisation de ses voisins par l'armée de l'époque de l'apartheid a laissé une profonde méfiance à l'égard de l'interventionnisme militaire sud-africain, qui reste forte dans l'Afrique australe contemporaine : on estime à un million le nombre de morts et à 60 milliards de dollars les dommages causés par ces actions rien qu'entre 1980 et 1988. Le fantôme de l'apartheid hante toujours la sous-région, alors même que les institutions économiques, militaires et éducatives de l'Afrique du Sud restent incurablement inchangées deux décennies et demie après la fin officielle de l'apartheid.

Mandela n'a pas moins conservé une forte dimension normative dans son approche de la politique étrangère. Bien que son administration ait souligné la nécessité de promouvoir la démocratie et de sauvegarder les droits de l'homme sur le continent, elle l'a fait de manière imparfaite et incohérente. En effet, les interventions de Mandela en matière de politique étrangère étaient imprévisibles au point d'être excentriques, court-circuitant souvent la chaîne de commandement bureaucratique par des annonces apparemment aléatoires lors de conférences de presse, d'interviews ou d'appels téléphoniques avec des dirigeants étrangers.¹⁸ D'autres États africains ont interprété ce comportement comme celui d'un État cherchant à dominer la région et à imposer ses valeurs aux autres. En 1993, Mandela avait fait l'éloge des droits de l'homme comme étant "la lumière qui guide notre politique étrangère"¹⁹ et "le cœur des relations internationales", exprimant l'opinion que la démocratisation était essentielle pour renforcer la paix et la sécurité sur le continent. Il a également rejeté sans ménagement l'idée que la démocratie n'était pas africaine ou ne pouvait pas s'enraciner en Afrique :

« Seule une véritable démocratie peut garantir les droits ... L'Afrique du Sud sera donc à l'avant-garde des efforts mondiaux visant à promouvoir et à favoriser les systèmes de gouvernement démocratiques.

C'est particulièrement important en Afrique, et nos préoccupations seront axées sur l'instauration d'un esprit de tolérance et d'une éthique de la gouvernance sur tout le continent. Il ne peut y avoir un système pour l'Afrique et un autre pour le reste du monde. S'il y a une seule leçon à tirer de l'histoire post-coloniale de l'Afrique, c'est qu'un gouvernement responsable est un bon gouvernement. »

Dans la poursuite de ces idéaux - que Graham Evans décrit comme "la pierre de touche sur laquelle les décisions quotidiennes de politique étrangère étaient prises et mises en œuvre" - Mandela a parfois fait preuve de certaines tendances unilatérales qui ont rencontré une importante opposition en Afrique. Par exemple, en 1994, il a tenté sans succès de servir de médiateur entre le régime angolais, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), et le groupe rebelle qui s'y opposait, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Il a connu un échec similaire en 1997-98, lorsqu'il a tenté de servir de médiateur entre les dirigeants du Zaïre/RDC et leurs opposants - le régime de Mobutu et l'opposition dirigée par Laurent Kabila et, plus tard, le régime de Kabila et ses opposants soutenus par l'Ouganda et le Rwanda. Malheureusement, en novembre 1995, Mandela s'est révélé incapable d'isoler et de sanctionner le régime militaire de Sani Abacha au Nigeria après l'exécution de Ken Saro-Wiwa et d'autres dissidents ogonis à la veille d'un sommet du Commonwealth. Ces exécutions ont rendu Mandela furieux, car il les considérait comme provocatrices, incendiaires et contraires aux engagements qu'il avait reçus des autorités nigérianes. Les dissidents ogonis avaient été reconnus coupables de meurtre par un tribunal militaire spécial au cours d'une procédure que les groupes internationaux de défense des droits de l'homme considéraient comme profondément viciée. Cet épisode a constitué un avertissement précoce du type de difficultés auxquelles la nouvelle Afrique du Sud serait confrontée.

Au cours de la présidence de Nelson Mandela, de 1994 à 1999, les diplomates étrangers ont noté avec ironie et les commentateurs sud-africains se sont plaints avec force que Pretoria n'avait pas de politique étrangère cohérente. Plusieurs raisons expliquent cette approche ad hoc et souvent désordonnée. Le nouveau gouvernement était inexpérimenté et préoccupé par les impératifs intérieurs de la réconciliation nationale et de la transformation des services de l'État ; le ministre des Affaires étrangères, Alfred Nzo, manquait cruellement de dynamisme et de vision ; enfin notons les fonctionnaires de l'époque de l'apartheid qui dominaient

encore le ministère des Affaires étrangères étaient éblouis par la lumière de la démocratie et d'un monde ouvert qui attendait beaucoup de l'Afrique du Sud. En outre, ces fonctionnaires répudiaient la nécessité d'une politique étrangère globale et systématique. Lors d'une conférence à Johannesburg en 1998, l'un d'entre eux a insisté sur le fait que si la politique de défense était comme un paquebot qui ne devait pas changer de direction rapidement et fréquemment, la politique étrangère était comme une planche à voile qui devait pouvoir tourner sur son axe au gré du vent !

Malgré tout, dès 1995, l'Afrique du Sud créa 93 missions diplomatiques et matérialisa alors ses intentions en établissant des relations diplomatiques avec 46 pays africains. Dès la fin 1994, 136 pays envoyèrent des représentations diplomatiques en Afrique du Sud et celle-ci adhéra ou fut réintégrée au sein de 16 organisations multilatérales, signa 86 traités bilatéraux et ratifia 21 traités ou conventions multilatérales (dont 15 concernant les droits de l'homme). Depuis 1994, la République sud-africaine réintégra ainsi l'ONU, le Commonwealth, l'OUA, la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe). Elle présida à plusieurs reprises l'UNCTAD (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement), la SADC, la 54e session de 1998 de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme et le MNA (Mouvement des pays non alignés). En 1998, le pays accueillit le sommet des non-alignés et la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth.

C'est donc sans exagération qu'en 1995 le Président Mandela put déclarer que son pays « qui était encore, il y a quelques années, la brebis galeuse de l'Afrique a su révolutionner ses relations avec la communauté internationale ». Contre l'héritage laissé par l'apartheid, l'exercice de la démocratie permit ainsi de désimbriquer l'État de la société. Il est possible aujourd'hui d'envisager l'avènement d'une nouvelle communauté politique gouvernée par un État légitime, lui-même structuré par des institutions inspirées par un nationalisme fondé sur une éthique, communauté enracinée dans une culture politique non raciale.

L'Afrique du Sud se targua alors, de manière relativement légitime, d'être un modèle de transition institutionnelle pour l'Afrique en général selon les propos de N. Mandela lui-même : « Une nation arc-en-ciel en paix avec elle-même et le monde ». Elle s'est alors fait le chantre de la «

renaissance africaine » en ayant comme ambition d'impulser le développement économique du continent noir et de participer à la démocratisation du monde.

En 1997, dans un document intitulé « *The African Renaissance: a work able dream* », un de ses proches conseillers, Vusi Mavimbela, élaborait une vision plus substantielle de ce qui constituait jusque-là un simple slogan. Différents discours de Thabo Mbeki précisèrent ensuite sa conception de la renaissance africaine. Dans une définition très large, celle-ci devait être interprétée comme « un renouveau de l'Afrique en termes de démocratisation ainsi que de développement économique et culturel ». Selon Thabo Mbeki, la renaissance africaine visait à construire un « nouveau monde africain » fait de « démocratie, de paix et stabilité, de développement durable et de vie meilleure pour le peuple, d'absence de racisme et de sexisme, d'égalité entre nations et d'un système de gouvernance internationale qui soit juste et démocratique. Ainsi, pour Nelson Mandela, « l'Afrique du Sud ne peut échapper à son destin africain ». Cependant, l'implication de ce pays sur le continent fut essentiellement, en définitive, guidée par des raisons d'intérêt national. Elle visait, en effet, avant tout, à assurer sa propre sécurité, dans son acception la plus large, notamment à travers une coopération accrue avec les pays voisins dans les domaines militaire, policier, environnemental et surtout économique. Mandela condensa en un discours ses ambitions :

« L'ANC croit que la politique étrangère planifiée pour l'Afrique du Sud est un élément clé dans la création d'un pays pacifique et prospère. L'apartheid corrodait l'essence de la vie en Afrique du Sud. C'est pourquoi les leaders politiques du pays ont été mis au défi de construire une nation dans laquelle tous les individus, quelque soient leurs races, couleurs, croyance, religion ou orientation sexuelle peuvent exprimer leur valeur humaine. Cette vision ne peut pas se réaliser jusqu'à ce que l'Afrique du Sud puisse à nouveau participer pleinement aux affaires du monde. Pendant quatre décennies les relations internationales du pays étaient déterminées par le problème de l'apartheid. À la fin des années 1980, l'Afrique du Sud était l'un des pays les plus isolés au monde. Désormais intégré au concert des nations, les politiques qu'elle adoptera dans le nouvel ordre mondial le seront en tant que citoyen global responsable »

Johnston (2001) a proposé un compte rendu critique du rôle à la fois de la démocratie et des droits de l'Homme dans la politique

étrangère sud-africaine tandis que l'analyse de Black (2001) montre au regard de la promotion des droits fondamentaux l'importance du multilatéralisme pour les faire advenir Nel et Westhuizen ont exploré la démocratisation de la politique étrangère (2004) Nel, Taylor, et Westhuizen (2001) ont examiné le multilatéralisme à l'œuvre dans la diplomatie sud-africaine

4. Mandela, un guide lumineux et salvateur des nations post guerres froides combattant la tyrannie du nouvel ordre mondial

Lors de son investiture du 10 mai 1994, Mandela énonça doctement le constat suivant dont découlera l'entière de l'esprit de sa politique étrangère « Toutes les nations et les peuples sont désormais trop étroitement liés pour que l'un ou l'autre s' imagine pouvoir vivre à l'écart. On a dit de la paix qu'elle était indivisible ; la liberté et la prospérité le sont tout autant, comme l'est le désastre dans ce monde qui ne fait qu'un et ne peut plus être divisé en fragments isolés».

Les Droits de l'homme devinrent donc l'un des idéaux de la politique étrangère depuis la naissance de la démocratie en 1994. Selon Mandela, « les problèmes des droits de l'homme sont centraux dans les relations internationales ». En effet doivent-ils être dorénavant « la lumière qui guide les affaires étrangères du pays ». Mandela fut un soutien ostensible de la Palestine Il mit alors la pression sur Israël au niveau bilatéral et multilatéral. Le 4 décembre 1997, durant la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, il affirma « les Nations unies prirent une attitude sévère contre l'apartheid ; et durant des années, un consensus international a été construit qui aida à mettre fin à ce système inique. Mais nous savons que trop bien que notre liberté reste incomplète sans la liberté des Palestiniens ». Les droits de l'Homme devinrent donc l'un des piliers de la politique étrangère sud-africaine depuis l'institution de la démocratie en 1994 ».

En 1999, lors d'une visite en Israël et dans la bande de Gaza, Nelson Mandela demanda qu'Israël se retire des territoires occupés mais aussi que les pays arabes reconnaissent le droit à Israël d'exister au sein de frontières sûres. Mandela souligna que « cette visite a été faite pour guérir les vieilles blessures causées par les liens entre l'État juif et

l'ancien régime de l'apartheid en Afrique du Sud » Alors qu'il était président en 1997, à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, Nelson Mandela avait envoyé un message de soutien officiel à Yasser Arafat et aux Palestiniens pour leur autodétermination et l'établissement d'un État indépendant dans le cadre du processus de paix.

L'ordre, la séquence et la priorité donnés aux questions figurant à l'ordre du jour des relations internationales du congrès de 1997 sont également instructifs. Il s'agissait de : Les exportations d'armes sud-africaines ; le conflit israélo-palestinien ; les relations entre les partis ; et la résolution du conflit au Sahara occidental. Ces questions reflètent respectivement l'engagement de l'ANC en faveur d'une politique étrangère axée sur les droits de l'homme, les liens fraternels avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et la lutte pour l'autodétermination du peuple palestinien, les liens fraternels avec le Front Polisario et, enfin, la nécessité d'établir l'"indépendance", ou l'autodétermination, du peuple sahraoui. Dans une certaine mesure, il faut reconnaître que ces préoccupations sont celles qui ont animé la propre lutte de l'ANC en exil et sa stratégie consistant à forger des alliances internationales pour soutenir ses objectifs.

Ce qui est le plus important pour cette étude, c'est l'accent mis en 1997 sur la résolution de la question palestinienne. Les résolutions votées au congrès placent carrément la responsabilité et la charge sur le gouvernement israélien de créer les conditions pour résoudre l'impasse d'alors. Le Congrès a noté que

- le gouvernement israélien doit créer les conditions d'une application intégrale des accords d'Hébron et d'Oslo ;
- le gouvernement israélien doit arrêter l'expropriation des terres palestiniennes ;
- le gouvernement israélien doit arrêter les nouvelles implantations ;
- le gouvernement israélien doit cesser le blocus des territoires palestiniens ;
- Israël doit se retirer de tous les territoires palestiniens ; et
- des dispositions doivent être prises pour le passage en toute sécurité des Palestiniens entre Gaza et la Cisjordanie

En 1990, face aux inquiétudes de la communauté juive américaine, Nelson Mandela avait déjà défendu ses liens avec Yasser Arafat et l'OLP qui avaient historiquement toujours soutenu la cause de l'ANC. Il précise alors son organisation s'identifie à l'OLP parce qu'elle combat comme eux pour l'autodétermination mais que l'ANC n'avait jamais remis en question le droit de l'État d'Israël à exister, mais en dehors des territoires occupés. Auparavant, Nelson Mandela avait comparé la lutte des Palestiniens à celle des Noirs sud-africains. Le conseil des *Global Elders*, dont fait partie Mandela, condamne comme « complètement inexcusable » l'abordage de la flottille pour Gaza par l'armée israélienne qui a fait plusieurs morts civils le 31 mai 2010 et demande la fin du blocus de la bande de Gaza, rappelant que la moitié de son million et demi d'habitants a moins de 18 ans et que le blocus est « internationalement illégal et contre-productif car favorisant les extrémistes »

Mandela devint donc une voix publique pourvue d'une notable autorité qui n'hésita pas à critiquer hardiment les puissances occidentales. Ainsi s'opposa-t-il fermement à l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999. « Quand deux nations se mettent à contrôler le monde sans obtenir l'autorisation des Nations Unies, nous devons le condamner, car cela mène le monde à une autre guerre¹ ».

La première opération militaire post-apartheid eut lieu au Lesotho en septembre 1988. Mandela envoya plus tard à cette occasion les troupes sud-africaines qui intervinrent pour protéger le gouvernement du Premier ministre Pakalitha Mosisili². D'autres médiations de Nelson Mandela ont lieu au Timor oriental (1997) et au Soudan sans produire les effets escomptés.

Nelson Mandela ne manqua jamais de saluer les pays qui avaient soutenu la lutte contre l'apartheid comme la Jamahiriya arabe libyenne du colonel Kadhafi qu'il qualifie de « leader moral » (Keller, 1994) ou « frère leader » (Lory, 2010 : 169) et auquel il décerne l'ordre de Bonne

¹- Equipo Nizkor - Mandela slams Western action in Kosovo, Iraq. (s. d.). Consulté 22 février 2018, à l'adresse <http://www.derechos.org/nizkor/iraq/doc/mandela1.html>

²-LESOTHO NEWS ONLINE - SPECIAL, Sun, 04 Oct 1998. (n.d.). Retrieved December 15, 2018, from <http://www.africa.upenn.edu/Newsletters/lsno8.html>

Espérance en 1997, la plus haute distinction du pays. Mentionnons que Nicolas Sarkozy¹, ardent défenseur du Nouvel Ordre mondial déclencha ultérieurement une guerre dévastatrice qui visait à détruire l'ordre régional africain sous la houlette du sayanim Bernard Henry Lévy. À l'intention de ceux qui désapprouvent ces visites, comme le département d'État américain, il répliqua qu'ils « n'ont pas de morale » et que « cet homme les a aidés en un temps où nous étions seuls, quand ceux qui disent que nous ne devrions pas être ici, aidaient l'ennemi² ». C'est au colonel libyen que Nelson Mandela avait accordé sa première visite à l'étranger d'homme libre en mai 1990 et c'est à lui en premier qu'il rendit visite une fois élu en 1994. Le colonel Kadhafi sera le dernier chef d'État qu'il recevra en visite officielle à la fin de sa présidence en 1999.

Auprès de Kadhafi, le président Mandela intervint plus particulièrement pour régler le procès de deux Libyens, accusés par les États-Unis et le Royaume-Uni de l'attentat de Lockerbie qui avait fait 270 victimes en 1988. Mandela fut choisi par les gouvernements américain, anglais et saoudien. Dès 1992, Mandela propose de manière informelle au président George H. W. Bush de juger les Libyens dans un pays tiers. Bush accepta la proposition, ainsi que le président français François Mitterrand (appartenant à l'Ur loge *ThreeEyes*) et le roi Juan Carlos I^{er} d'Espagne pourtant membre de la cabale. En novembre 1994, six mois après son élection, Mandela proposa que l'Afrique du Sud soit le pays qui héberge le procès, mais le Premier ministre britannique John Major rejeta l'idée, arguant que son gouvernement n'avait pas confiance en une cour de justice étrangère. Mandela renouvela son offre à Tony Blair en 1997. La même année, à la conférence des responsables des chefs de gouvernement du Commonwealth à Édimbourg, Mandela avertit qu'« aucune nation ne devrait être à la fois plaignante, procureur et juge ». Un compromis fut trouvé pour un procès aux Pays-Bas et le président Mandela commença les négociations avec le colonel Kadhafi pour la remise des deux accusés Megrahi et Fhimah en avril 1999. Le 31 janvier 2001, Fhimah fut acquitté, tandis que Megrahi fut jugé coupable et condamné à vingt-sept ans de prison. Nelson Mandela lui rendit visite en juin 2002, visite à la suite de laquelle il dénonça ses conditions d'emprisonnement en isolement total. Megrahi fut ensuite transféré dans une autre prison et ne fut plus soumis à une incarcération en isolement.

¹- Membre des Ur loges suivantes: Edmund Burke», Geburah, Atlantis-Aletheia, Pan-Europa et Hathor Pentelpha.

²-

D'anciens collaborateurs de Mandela pensent qu'au-delà de la loyauté indéfectible que Mandela démontrait pour ceux qui avaient aidé l'ANC lors de sa lutte contre l'apartheid, la décoration de l'ordre de Bonne Espérance était un moyen de montrer que l'Afrique du Sud avait une diplomatie qui n'excluait aucun État, à commencer ceux s'insurgeant contre le nouvel ordre mondial mais surtout une tactique politique de Mandela afin de gagner la confiance de Kadhafi et d'obtenir de lui de commencer les négociations avec la communauté internationale afin de résoudre le conflit lié à l'attentat et lever les sanctions internationales contre la Libye

Les États-Unis parièrent sur la nouvelle Afrique du Sud pour bâtir une nouvelle politique efficace à partir de Johannesburg. Le pays fut alors considéré comme l'un des dix pays prioritaires au monde et reçut une aide massive (16 % de l'aide américaine à l'Afrique sub-saharienne en 1997). Le département d'État favorisa d'ailleurs la formation de la nouvelle élite noire. Si les fréquents détours de Mandela en Libye agacèrent la Maison-Blanche, celle-ci pari en fait sur l'avenir et sur Thabo Mbeki, alors visiteur fréquent de Washington D.C.

Selon Robert A.F. Thurman, le dalaï-lama fut en contact avec Nelson Mandela, et l'incita à orienter le Congrès national africain dans la voie de la non-violence. Le 21 août 1996, lors d'une visite au Cap, le dalaï-lama rencontra Nelson Mandela, alors président de l'Afrique du Sud. Plus de 5 ans après la fin de son mandat, il le rencontra une seconde et dernière fois, le 5 novembre 2004, à Johannesburg. Le lendemain de la mort de Mandela, il écrivit à sa famille avoir perdu « un ami cher » et saluant « un homme de courage, de principes et à l'intégrité incontestable. » Suivant l'exemple sud-africain, Mandela encouragea d'autres nations à résoudre les conflits à travers la diplomatie et la réconciliation¹. En septembre 1998, Mandela fut ainsi élu secrétaire général du mouvement des non-alignés, qui tinrent alors leur conférence annuelle à Durban. Il en profita pour critiquer acerbement les « intérêts étroits et chauvins du gouvernement israélien » qui retardaient ainsi honteusement les tractations susceptibles de mettre un terme au conflit avec les palestiniens. Il mit également en demeure l'Inde et le Pakistan de négocier la fin du conflit avec le Kashmir. Pour ces raisons fut-il

d'ailleurs vivement raillé et dénigré tant par Israël que l'Inde. Inspiré par le boom économique de la région, il chercha alors à améliorer les relations économiques avec l'Asie de l'est, en particulier avec la Malaisie, bien que l'empêcha la crise financière de l'Asie de 1997. Il étendit la reconnaissance diplomatique à la République Populaire de Chine, qui devenait, en ce temps, une puissance économique croissante. Il se rapprocha également de Taiwan qui était déjà un investisseur de longue date. Toutefois, sous la pression de la Chine, il cessa la reconnaissance de Taiwan en novembre 1996 et en mai 1999, il fit une visite officielle à Pékin.

N. Mandela puis T. Mbeki s'engagèrent dans la résolution d'une série de conflits en Afrique comme au Congo, au Zaïre, au Burundi, aux Comores ou encore en Côte d'Ivoire et au Lesotho. En mai 1998, à l'appel du Sinn Féin, une délégation sud-africaine se rendit en Irlande du Nord, afin d'aider l'application des accords de paix. L'Afrique du Sud, après avoir démantelé son arsenal nucléaire en 1993, défendit la signature du traité de dénucléarisation du continent africain, plus connu sous le nom de Traité de Pelindaba, qui sera signé au Caire en 1996. L'idéologie tiers mondiste du Congrès national africain (ANC) pesait toujours sur les orientations de la politique étrangère du pays, dirigée par Alfred Nzo de 1994 à 1999, puis par Nkosazana Dlamini-Zuma.

Conclusion :

Mandela, christ de la vérité et réconciliation.

Par la force de sa personnalité, de son histoire, de sa réputation et du symbolisme de sa lutte, de ses réalisations en faveur de la paix et de la construction de la nation, Nelson Mandela a été adulé par la communauté internationale et est devenu *de facto* l'image de la politique étrangère de l'Afrique du Sud.

Bien que Mandela n'ait pas réussi entièrement à tirer parti de son prestige international et de sa position sur le plan institutionnel, il a néanmoins joué un rôle crucial dans un certain nombre d'interventions de politique étrangère, grâce à la force de sa personnalité et à son autorité morale. On peut citer la condamnation par l'Afrique du Sud du régime militaire de Sani Abacha au Nigeria (et la suspension ultérieure du Nigeria du Commonwealth), la médiation dans la guerre civile au Burundi, ainsi que celle entre la Libye et les États-Unis dans l'affaire de l'attentat de Lockerbie. Il est également vrai que Mandela a parfois

surpris son cabinet et d'autres dirigeants par surprise avec ses interventions unilatérales en matière de politique étrangère ; par exemple, l'annulation des dettes de la Namibie envers l'Afrique du Sud. Nul doute que Madiba, a agi, doit on conclure, en lion et en renard, pour précipiter la chute du nouvel ordre mondial et en faveur d'un communisme du marché, alliance archéofuturiste des valeurs ancestrales traditionnelles de son peuple xhosa dépourvu de classes sociales et foncièrement démocratique dans son organisation et nouveaux moyens technologiques qui adviendront plus tard avec l'ordinateur quantique. En cela il a su doter la nation arc en ciel d'un *quantum power*, cette subtile intrication d'idéalisme et de pragmatisme, de *hard* et de *smart power* tout en tirant partie de son prestige pour que l'observé puisse, via sa société civile et en vertu du principe quantique de complémentarité, se transformer au nom d'un mantra anarchomaxiste post libéral et post métaphysique.